L'expédition d'Égypte et le débat sur la modernité

Afaf Lutfi al-Sayyid Marsot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/716>

DOI : 10.4000/ema.716

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 1999

Pagination : 47-54

ISBN : 2-87027-773-3

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Afaf Lutfi al-Sayyid Marsot, « L'expédition d'Égypte et le débat sur la modernité », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 1 | 1999, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/716> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.716>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

L'expédition d'Égypte et le débat sur la modernité

Afaf Lutfi al-Sayyid Marsot

- 1 Dans les théories de la modernisation, deux thèses opposées s'affrontent. La première est celle du développement exogène, qui suppose que la modernité doit toujours venir de l'extérieur. Bien que datée, cette thèse conserve encore bien des partisans. La deuxième soutient, au contraire, que le développement doit être endogène, qu'il doit être engendré par la société elle-même et que les réformes ne peuvent prendre racine si elles ne répondent pas aux besoins de la société. C'est ce que nous nous proposons de débattre, dans le cas de l'Égypte à la veille de l'occupation française.

« L'arriération » de l'Égypte

- 2 Le premier point à examiner est celui du « retard » technologique de l'Égypte et du déclin de ses artisans. Le thème en a été popularisé par les savants de l'expédition, dans le souci de justifier l'occupation du pays – présenté comme « arriéré » –, par l'introduction des Lumières, de leurs idéaux et de leurs arts. Dans cette version, les Égyptiens, ou du moins leurs dirigeants, auraient massivement rejeté les techniques modernes, soit parce qu'ils les tenaient pour une supercherie, soit parce qu'elles étaient au-delà de leur entendement. Il ne fait aucun doute que la technologie française, surtout dans le domaine militaire, était bien plus avancée que celle de l'Égypte. Elle fut repoussée, en effet, à tort ou à raison, parce qu'elle était inadaptée aux besoins immédiats du pays. Mais dans le même temps, les ulémas, qui formaient l'élite intellectuelle du pays, étaient fascinés par la bibliothèque que les Français avaient apportée avec eux. Leur admiration pour ces livres, leur désir de les consulter, surtout ceux écrits en arabe, dénotent une incontestable curiosité intellectuelle. Sans doute était-elle centrée sur leur langue et leur culture. Mais pourquoi en aurait-il été autrement ? La distance qui séparait les deux civilisations, française et égyptienne, rendait improbable que les Égyptiens puissent être séduits par les Français et leur société. Trop d'aspects de leur comportement différaient tellement des usages locaux qu'ils en devenaient moralement inacceptables. La saleté du soldat français, son manque d'hygiène, sa tendance à l'ivrognerie, tout cela consternait l'Égyptien instruit

et même l'homme de la rue. L'un et l'autre ne voyaient pas grand-chose à gagner venant de cette canaille. Toutes les armées d'occupation agissent ainsi et les soldats français valaient sur ce point ceux des autres nations. Les Français, en outre, avaient à l'égard des Égyptiens des préjugés strictement équivalents. Et pour finir, brûler des villages, profaner la mosquée d'al-Azhar avec des chevaux ou laisser les hommes de troupe piétiner des Corans de leurs bottes, tout cela n'encourageait guère l'amitié.

L'Égypte à la fin du XVIII^e siècle

- 3 À la veille de l'occupation française, l'Égypte était gouvernée par un duumvirat de Mamelouks, qui, en dépit d'un comportement souvent tyrannique et contradictoire, n'en étaient pas moins les seuls dirigeants légitimes, l'unique alternative étant une gérance ottomane directe dont personne ne voulait. Durant les dernières décennies du XVIII^e siècle, des épidémies et des crues trop basses provoquant des famines avaient décimé la population. On estime que le pays avait perdu le tiers de ses hommes, dont bon nombre d'artisans et d'ouvriers. La pénurie d'artisans habiles, constatée par les Français, trouve dans ces crises une part de son explication. Et pourtant, le commerce et les affaires restaient florissants. Supplanté par d'autres marchandises, le café n'y tenait plus la première place¹, mais les grands négociants, actifs dans le commerce international, formaient encore, comme au XVI^e siècle, une part importante de l'élite sociale².
- 4 Le commerce des produits manufacturés avec les pays d'Europe avait, certes, sensiblement diminué. L'apparition en France de nouveaux métiers à tisser, capables de produire des étoffes plus larges, avait suscité la promulgation de nouveaux règlements douaniers prohibant l'importation des textiles égyptiens, vendus jusque-là dans toute l'Europe. En Angleterre, la révolution industrielle rendait également les produits égyptiens moins compétitifs. La réorientation du négoce international du commerce des produits manufacturés vers celui des matières premières fut, en outre, encouragée par la rapacité des Mamelouks, qui pouvaient soutirer plus d'impôts de ces dernières que des produits manufacturés. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'Égypte était ainsi pleinement incorporée à l'économie capitaliste de l'Europe. Nelly Hanna a clairement démontré que, bien loin de rester stagnante, l'économie en avait été plutôt stimulée. La conversion à l'agriculture d'exportation est attestée par l'aménagement de vastes surfaces pour la culture du riz à Damiette, de la canne à sucre en Moyenne-Égypte, du lin et des grains un peu partout.
- 5 À Damiette, les commerçants subventionnaient les paysans pour la culture du riz – exemple patent de production capitaliste – selon un schéma ancien mais qui connaît un nouvel essor. Notons, au passage, que le système mis en œuvre par Muhammad 'Alî, une dizaine d'années plus tard, ne fait que reprendre des modes de production introduits, de longue date, par des entrepreneurs locaux. C'est ce qui m'amena à ne voir dans le vice-roi que « le dernier des Mamelouks ». Pour éviter les très fortes taxes imposées par les directeurs des douanes, d'origine syrienne, sur l'exportation du coton brut, les entrepreneurs égyptiens transformèrent la nature de leurs articles d'exportation. Le sucre, qui était prisé de longue date et qui faisait partie du tribut envoyé à Istanbul, avait pris une importance grandissante. Les frais de culture étant élevés, il était cultivé sur des concessions fiscales (*iltizâm*) désormais achetées à l'oligarchie militaire par d'autres groupes de population : des marchands, des ulémas et des femmes. Ce développement de l'entreprise privée du commerce d'exportation fut interrompu par

l'occupation française, en raison de l'embargo britannique, avant d'être définitivement enrayeré par Muhammad 'Alî, qui s'arrogea le monopole de l'agriculture et du commerce.

- 6 Ces nouvelles orientations économiques s'accompagnèrent de transformations sociales. Dès avant l'occupation française, l'investissement commercial était devenu accessible à de nouveaux groupes sociaux. Depuis le début du siècle, les ulémas, les femmes et les grands négociants (*tujjâr*), avaient commencé à investir dans les concessions fiscales (*iltizâm*). La tendance s'accrut, dans les dernières décennies du siècle, avec l'affaiblissement du pouvoir des Mamelouks, qui furent progressivement remplacés par de nouveaux éléments dans le contrôle de la richesse foncière. Les grands négociants, locaux ou d'origine étrangère, étaient prêts à accepter des fonds à investir d'où qu'ils viennent. Les Mamelouks n'en avaient plus autant que par le passé, car ils dépensaient désormais tous leurs biens dans l'achat d'armes et d'articles de luxe. De plus, la taille des concessions fiscales avait diminué en proportion de l'augmentation du nombre des militaires. Progressivement, le commerce international fut financé non seulement par les marchands et les hauts fonctionnaires ottomans établis en Égypte, mais aussi par les ulémas et par les femmes de l'élite mamelouke ou indigène. Ces dernières renforçaient leurs positions en épousant des ulémas ou des négociants et se servaient de cette relation symbiotique pour augmenter leur fortune par le commerce. Certaines purent ainsi investir non seulement dans le commerce du café, mais aussi dans les torréfactions et les maisons de café elles-mêmes. Si ce négoce n'était plus la source de grosses fortunes, comme dans les décennies précédentes, il offrait encore de bons revenus. À terme, tous les placements réservés jusque-là aux Mamelouks et aux grands négociants furent accessibles aux femmes et aux ulémas³. Cette recomposition sensible des investissements, qui répondait aux besoins du marché et se faisait en faveur de nouveaux groupes sociaux, fut, elle aussi, interrompue par l'occupation française et détruite par le régime qui lui succéda.

Gouvernants et gouvernés

- 7 Une autre question d'importance a trait aux relations entre les gouvernants et les gouvernés. Longtemps les ulémas aussi bien que le peuple étaient restés docilement soumis aux Ottomans et aux Mamelouks. Mais peu avant l'occupation française, la situation avait commencé à évoluer : à diverses reprises, les ulémas montrèrent qu'ils étaient en mesure de soulever le peuple et de l'entraîner dans des manifestations contre les Mamelouks pour protester contre des actions perçues comme injustes, ou menaçant simplement leurs moyens d'existence. Les Mamelouks se voyaient alors obligés d'accéder aux demandes des ulémas, ne serait-ce que temporairement, avant de retourner à leur injuste système d'imposition. Cette tendance nouvelle à la révolte qui s'exprimait dans des manifestations proto-nationalistes et dressait les gouvernés contre leurs dirigeants, alors même qu'ils ne leur voyaient pas d'alternative, devait en fin de compte amener Muhammad 'Alî au pouvoir. Des manifestations publiques de protestation se produisirent aussi, en différentes occasions, durant l'occupation française. Mais elles furent réprimées par les Français avec une brutalité qui terrorisa la population. Utilisant le canon et les armes à feu, les Français firent ce que les Mamelouks avaient été incapables de faire : intimider la population et pendre les meneurs. À la longue, cette évolution aurait pu permettre aux Égyptiens de jouer un rôle plus important dans leur propre gouvernement. La violence de la répression française eut l'effet contraire et favorisa, en définitive, l'avènement d'un régime autoritaire tel que le pays n'en avait jamais connu.

- 8 Les ulémas allaient aussi perdre, dans l'affaire, la place qu'ils avaient gagnée sur la scène politique : en effet, ces manifestations qui utilisaient le peuple pour agir sur les dirigeants, faisaient d'eux des acteurs centraux de la confrontation. Alors qu'ils comptaient dans leurs rangs des hommes – tels que le cheikh al-Hifnî, recteur de l'université d'al-Azhar –, qui avaient été en mesure d'empêcher les Mamelouks de guerroyer entre eux, ils perdirent tout rôle politique au lendemain de l'expédition. Les Français tentèrent bien de leur faire croire qu'ils allaient les associer au gouvernement du pays, mais en réalité leur rôle sous l'occupation fut des plus restreints. Plus tard, après avoir porté Muhammad 'Alî au pouvoir, ils furent dépouillés de toute leur influence et, par la suite, devinrent de simples fonctionnaires, auxquels était reconnu un certain degré d'influence morale, mais très peu d'influence politique. Il est vrai que les ulémas eux-mêmes répugnaient à l'exercice du pouvoir et qu'ils redoutaient la force sans frein des masses. Mais, de toute façon, ils n'eurent jamais l'occasion de tester leur capacité à constituer un pont entre gouvernants et gouvernés. Les ulémas d'origine indigène, qui auraient pu devenir des hommes politiques actifs ou simplement des « éminences grises » – un rôle qu'ils préféraient de beaucoup à celui de politicien « engagé » –, perdirent toute chance avec l'occupation française qui, sur ce point aussi, fraya le chemin à un régime autoritaire.
- 9 L'expédition fut tout autant défavorable aux femmes. Les Français avaient beau soutenir qu'ils admiraient et respectaient les femmes, les changements économiques qu'ils mirent en œuvre avec la réforme des concessions fiscales (*iltizâm*) étaient si défavorables à celles qui en possédaient qu'elles descendirent dans la rue pour protester contre les nouveaux édits. C'était la première fois dans l'histoire que des femmes descendaient dans la rue pour défendre leurs intérêts. Elles allaient le faire de nouveau sous Muhammad 'Alî et pour les mêmes raisons. Les Français considéraient comme tout à fait ridicule l'idée que les femmes puissent avoir le contrôle de leur propriété et prendre part aux affaires commerciales. Soulignons que, si les réformes françaises ne visaient pas spécifiquement les femmes mais le système des fermes fiscales en général, elles seules se mobilisèrent.
- 10 La distance séparant les gouvernants des gouvernés ne se mesurait pas seulement en termes de pouvoir, mais aussi en termes de langue et d'ethnicité. Dans les dernières décennies du XVIII^e siècle, les Mamelouks n'étaient plus arabophones, puisque, pour la plupart, ils avaient été importés comme mercenaires par 'Alî bey. La population, en conséquence, n'éprouvait à leur égard ni respect, ni sympathie. À la longue, les Mamelouks auraient pu finir par en être gênés. Mais l'occupation en fit à la fois les victimes d'un pouvoir étranger et une entité inutile, puisqu'ils avaient été incapables de protéger le pays contre une agression étrangère. Là, au moins, se trouvait un effet positif de l'occupation : elle permit aux ulémas et aux grands négociants d'envisager une alternative au régime des Mamelouks. Pour leur malheur, et contrairement à ce que les ulémas avaient espéré de Muhammad 'Alî, elle amena au pouvoir un homme qui n'était guère décidé à gouverner avec « le conseil des Docteurs » (*mashwarat al-'ulamâ*).
- 11 Par la réplique anglo-ottomane qu'elle provoqua, l'occupation française précipita un changement radical du système de gouvernement de l'Égypte, mais dans une direction totalement opposée à celle que les élites égyptiennes attendaient. Il conduisit à l'établissement d'un système d'étatisation autoritaire, dans lequel le Prince gouvernait et où les sujets (*ra'âya*) ne pouvaient qu'obéir. Plusieurs décennies devaient encore passer avant qu'ils ne puissent se transformer en citoyens (*muwâtin*). Sur ce point, au

moins, on peut dire que Muhammad 'Alî aura suivi de près l'administration française de l'Égypte : les Français n'avaient pas davantage encouragé l'émergence de citoyens. Il faut reconnaître, à leur décharge, que l'occupation française n'a pas duré suffisamment longtemps pour permettre une telle transformation. Elle a duré assez, cependant, pour avoir les effets que nous avons signalés.

La vie intellectuelle

- 12 Il a été souvent répété, enfin, que le développement intellectuel de l'Égypte a été étouffé par les idées étroites et rétrogrades des ulémas. Il existait, en réalité, au moins 300 écoles élémentaires (*kuttâb*) au Caire à la veille de l'occupation. Elles assuraient aux classes moyennes et supérieures, et même aux artisans, un niveau relativement élevé d'instruction. Ces écoles souffrirent durant l'occupation française d'une diminution de leurs revenus, parce qu'elles étaient financées par des fondations pieuses (*waqf*) ou subventionnées par des marchands et des membres de l'élite. Quant à savoir si les ulémas étaient tellement rigides dans leurs idées, avouons que personne ne s'est jamais vraiment donné la peine de collecter leurs œuvres et de les étudier. On a simplement postulé qu'ils étaient rétrogrades, et c'est désormais une idée acquise. Peter Gran a affirmé le contraire. La question est toujours débattue. L'inventaire reste encore à faire qui nous permettrait de savoir ce qui se passait réellement dans le monde intellectuel d'alors. Gabartî, pour se mettre en valeur, en a fait un tableau très noir. Il a prétendu que le savoir était en stagnation, ne faisant d'exception que pour lui-même et quelques-uns de ses amis. Lui-même, en réalité, devait certaines parties de son œuvre à ses devanciers, qu'il avait simplement plagiés. Les historiens, orientalistes aussi bien qu'égyptiens, ont salué avec raison l'originalité de son œuvre, sans saisir que tout en elle n'était pas entièrement de lui⁴. Aussi ne peut-on pas présumer que d'autres, et notamment ceux dont il s'inspira, étaient aussi novateurs que lui. Du reste, l'innovation intellectuelle ne se nourrit pas de rien : elle doit être portée par tout un courant. Ce qui est certain, en revanche, c'est que si semblable courant existait, qui avait permis l'apparition d'un Gabartî ou de sa source d'inspiration, alors, l'occupation française l'a à coup sûr tué.
- 13 Les Français étaient bien venus pour découvrir l'Égypte, mais ils affichaient une attitude de supériorité bien enracinée qui militait contre un dialogue sincère avec les Égyptiens. Outre la barrière de la langue, il y avait, pour les Égyptiens, celle de la religion, et la crainte, en frayant avec les Français, d'être considéré comme un collaborateur, comme ce fut le cas du cheikh al-Bakrî⁵. Dans ces conditions, un véritable dialogue était hors de question. Aussi devons-nous prendre avec beaucoup de précautions ce que les savants de l'expédition ont décrit de la vie intellectuelle en Égypte. C'était une chose qu'ils connaissaient peu, qu'il leur était difficile d'observer, et qui ne pouvait être appréhendée qu'avec du temps, une longue proximité et un échange d'idées fréquent. Enfin, les Français ne partageaient guère la vie de l'homme de la rue. Or le changement social ne vient pas seulement d'en haut : après tout, sans un boucher et un épicier, Muhammad 'Alî ne serait peut-être pas arrivé au pouvoir !
- 14 Cela nous ramène à la question initiale de cet article : qu'est-ce que le progrès ? comment prend-il racine dans un pays ? vient-il entièrement de l'extérieur ? ou n'est-il possible que si l'idée en vient de la société elle-même ? est-il invariablement imposé par le pouvoir ou les élites, ou peut-il aussi venir de la masse ? Y a-t-il d'autres alternatives ? L'histoire de la colonisation fournit de nombreux exemples d'idées de valeur rejetées par les sociétés d'accueil, parce qu'elles étaient trop étrangères, ou

qu'elles étaient identifiées avec une religion autre, ou encore parce qu'elles étaient celles du colonisateur et que c'était là une façon de résister à sa présence.

- 15 Le changement, le progrès en général, est un processus lent qui a besoin de mûrir. Quant des idées nouvelles sont imposées d'en haut, par le gouvernement, sur la population, elles ne peuvent recevoir un accueil favorable qu'au terme d'une période de préparation. Le changement peut bien, parfois, être impulsé par le pouvoir, mais à la condition qu'il se donne la peine d'en expliquer les avantages et que le peuple fasse confiance à ses dirigeants. On peut renâcler à apprendre des langues étrangères, par exemple, mais lorsque l'on comprend qu'elles donnent accès à des professions nouvelles et à des revenus plus élevés, on se précipite pour les apprendre. En revanche, lorsqu'une langue étrangère est imposée par le colonisateur, sans ouvrir la porte à des professions nouvelles et des avantages certains, elle est rejetée parce qu'elle est perçue comme étant un instrument de dépréciation de la langue et de la culture du peuple colonisé.
- 16 Il en va de même dans le domaine du commerce et de l'économie en général. Au début de la révolution industrielle, on a vu les ouvriers détruire les machines parce qu'ils les ressentaient comme un moyen de leur enlever leur gagne-pain. Ce n'est que beaucoup plus tard, quand on a vu que les machines produisaient de la richesse, que l'industrialisation a été acceptée. Mais il avait fallu une longue période de répression et la mise en place du système des « enclosures », pour forcer les paysans à quitter la campagne. Les artisans perdirent de même la protection de leurs corporations avec le développement du travail à domicile (*putting-out system*). Telle était la face sombre du capitalisme, décrite par Stavrianos⁶, avec ses travailleurs transformés en vagabonds ou en mendiants pour les contraindre à s'embaucher dans des usines, où ils étaient cyniquement exploités par les patrons. Ce n'est que beaucoup plus tard que les patrons d'usine furent obligés de payer des salaires décents. Il fallut tout un siècle pour transformer l'artisan exploité en un ouvrier bien payé. Le temps, par conséquent, est un élément essentiel du changement. Il permet de l'humaniser et de reconstruire ce que l'on a dû nécessairement détruire. Lui seul rend possible la nécessaire adaptation des comportements, de la part de l'entrepreneur comme de l'ouvrier, qui permet que l'exploitation fasse place à un salaire décent. C'est alors seulement que le changement peut venir de la société elle-même.
- 17 Car pour être accepté, le changement doit apparaître comme meilleur que le système qu'il remplace, qu'il s'agisse de la santé, de la production de richesse ou des rapports entre les membres de la société. Et l'effet n'en est jamais acquis d'avance. Retirer les pierres de la surface d'un champ permet l'utilisation de machines, mais si les pierres permettent de conserver l'humidité du sol après la pluie, alors leur enlèvement conduit au désastre et la mécanisation du travail n'est d'aucune utilité pour le paysan. Quand les autorités fixent le prix de vente du grain bien au-dessous du coût de production, elles sapent la production des denrées comestibles dans le pays et conduisent les agriculteurs à se tourner vers la culture des fleurs pour l'exportation, qui est beaucoup plus rentable. Le résultat est qu'un pays agricole ne peut plus se suffire à lui-même et se trouve obligé d'importer ses aliments, à un coût plus élevé pour l'homme de la rue, mais au plus grand profit des producteurs de fleurs.
- 18 Il en est de même des idées et des idéaux. C'est une chose de parler de démocratie, c'en est une autre d'imposer une forme spécifique de démocratie à un peuple. Les Français en Égypte établirent une sorte de parlement, mais ce n'était qu'une façade : ils

voulaient surtout apprendre comment taxer la population, il n'était pas question d'avoir une assemblée consultative, disposant d'un pouvoir réel.

- 19 Le progrès intellectuel est particulièrement long à mûrir. Il n'est pas toujours possible de transférer une idée, même pertinente, d'un pays à un autre. Une armée efficace est indispensable à tous les pays, mais une junte militaire constitue un danger pour les droits des citoyens et pour l'État de droit en général. Les Français, lors de l'expédition d'Égypte, ont montré un art supérieur de la guerre : les Égyptiens en ont pris bonne note. Mais l'armée efficace que Muhammad 'Alî développa fut vite utilisée dans des guerres de conquête, à la demande du sultan, et bientôt contre lui. Elles précipitèrent l'intervention des Puissances qui détruisirent les projets industriels de Muhammad 'Alî et ruinèrent ses rêves d'expansion.
- 20 Le progrès est une plante à croissance lente, qui a besoin d'être soignée attentivement et d'être acclimatée à son environnement. Le peuple qui la cultive doit savoir reconnaître que c'est une plante utile et non une mauvaise herbe. En d'autres termes, un peuple étranger ne peut imposer des changements dans un pays et en attendre un succès. Ces changements doivent être acceptés par les populations locales, et répondre à leurs besoins – besoins qu'elles seules sont en mesure de percevoir. On ne peut légiférer le progrès. On peut seulement l'introduire, le traiter avec grand soin et attendre le résultat. Et puis le changement n'est pas toujours souhaitable. Et il faut bien mesurer ce qu'il va détruire, déterminer s'il profite à la majorité de la population ou s'il enrichit seulement une minorité, s'il rend la vie plus facile à tous ou seulement à une petite élite.
- 21 Je dirais, pour finir, que l'occupation française de l'Égypte a été de trop courte durée pour que l'on puisse savoir si elle a planté des germes utiles. Il est certain, en revanche, qu'elle n'a pas été avantageuse pour la majorité. Mais c'est le cas de toute occupation étrangère et l'expédition d'Égypte ne fait pas exception à la règle.

NOTES

1. Nelly Hanna, *An Urban History of Bûlâq in the Mamluk and Ottoman Periods*, Le Caire, IFAO, 1983.
2. Nelly Hanna, *Making Big Money in 1600: The Life and Times of Ismacil abu Taqiyya, Egyptian Merchant*, Le Caire, AUC Press, 1998.
3. Afaf Lutfi al-Sayyid Marsot, *Women and Men in 18th-Century Egypt*, Austin, University of Texas Press, 1995.
4. Daniel Crecelius (ed.), *Eighteenth-Century Egypt: The Arabic Manuscript Sources*, Claremont, Regina Books, 1990.
5. Au sujet du rôle joué par le cheikh al-Bakrî, voir dans cette livraison, l'article de Mustapha al-Ahnaf sur cheikh al-Mahdî, et plus précisément la note 132 de son texte.
6. L. S. Stavrianos, *Lifelines From Our Past: A New World History*, Londres, M. E. Sharpe, 1898.

INDEX

Mots-clés : expédition d'Égypte, histoire, modernité

AUTEUR

AFAF LUTFI AL-SAYYID MARSOT

Université de Californie (UCLA), Middle East Department.